



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe territoriale

Le Havre, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Caux Seine Agglo
Maison de l'intercommunalité
Allée du Catillon
BP 20 062
76170 LILLEBONNE

Références : 20220930_VI_Déchetterie Terres de Caux

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 de la déchetterie Terres de Caux implantée, la distillerie 76640 TERRES-DE-CAUX . Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Déchetterie Terres de Caux
- Route d'Ourville en Caux 76640 FAUVILLE-EN-CAUX
- Code AIOT dans GUN : 0005803158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activité principale : Déchetterie

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite d'inspection du 02/07/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
2	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Demande avec délai (novembre 2021)	Lettre préfectorale de suite
3	Rétention des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande avec délai (novembre 2021)	Mise en demeure
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande avec délai (septembre 2021)	Lettre préfectorale de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande avec délai (novembre 2021)	/
5	Propreté du site	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la dernière visite datant du mois de juillet 2021, l'exploitant n'a pas encore engagé les actions nécessaires afin de mettre en place un dispositif permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Un arrêté de mise en demeure est proposé à la signature du préfet.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière visite le 02/07/2021, l'inspection demandait à l'exploitant de se rapprocher des services d'incendie et de secours afin d'organiser un exercice permettant de s'assurer du bon fonctionnement de la réserve d'eau de 120 m³ présente sur le site avant fin octobre 2021. L'exploitant devait fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodique de cette réserve.</p> <p>L'exploitant n'avait pas mentionné la présence d'un poteau incendie au pied du portail de sortie. Ce poteau incendie a été contrôlé le 13/01/2021. La pression à 60 m³/h est 1.7 bar et le débit à 1 bar est de 68 m³/h.</p> <p>A noter que l'exploitant a sollicité le SDIS de Fauville en Caux pour procéder à un exercice. Celui-ci devait avoir lieu le 02/12/2021 mais a dû être annulé. L'exploitant s'interroge sur la nécessité de réaliser cet exercice.</p> <p>Demande : L'inspection recommande à l'exploitant de programmer un exercice avec le SDIS. Cela permet au SDIS de connaître les installations, réceptionner la réserve et, potentiellement, d'identifier des points d'améliorations. L'exploitant tiendra informée l'inspection de la nouvelle date retenue.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection du 02/07/2021, l'inspection demandait à l'exploitant de mettre en place un dispositif anti-chute adapté le long de la zone de déchargement. Il devait aussi afficher visiblement l'interdiction d'accès à la partie basse des quais pour les usagers. Ces actions devaient être réalisées avant fin novembre 2021.</p> <p>L'inspection a pu confirmer la présence de dispositifs anti-chute le long de la zone de déchargement.</p> <p>L'interdiction d'accès à la partie basse des quais pour les usagers n'était pas matérialisée le jour de la visite. L'exploitant a indiqué qu'un panneau était présent mais qu'il avait été arraché par un camion.</p> <p>Demande : L'exploitant doit afficher visiblement l'interdiction d'accès à la partie basse des quais pour les usagers dans un délai de 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p>
<p>Constats : Lors de la dernière visite du 02/07/2021, l'inspection demandait à l'exploitant de définir et valider une stratégie permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Une réponse était attendue par l'inspection avant fin novembre 2021.</p> <p>L'exploitant avait indiqué lors de cette dernière visite que plusieurs solutions étaient envisagées (bassin de confinement ou système de confinement grâce à un barrage mobile). Depuis l'exploitant n'a pas recontacté le service d'inspection.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté de mise en œuvre d'une stratégie pour recueillir les eaux d'incendie.</p> <p>Par courriel du 24/10/2022, l'exploitant a indiqué vouloir procéder à la réalisation d'un bassin de rétention à ciel ouvert. Ces opérations sont susceptibles d'être subventionnées via les dispositifs DETR et DSIL. L'exploitant a déclaré attendre la prochaine session, en début d'année 2023, pour déposer un dossier de demande de subventions. Les travaux doivent être engagés à la suite.</p> <p>Cette non-conformité ayant été mise en évidence en juillet 2021, l'inspection s'interroge sur le délai annoncé par l'exploitant pour obtenir des subventions qui auraient pu être demandées en 2022.</p> <p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dans un délai de 6 mois, une stratégie permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Lors de la dernière visite, l'inspection demandait à l'exploitant de mettre en conformité ses installations électriques afin de supprimer les risques d'incendie ou d'explosion avant fin septembre 2021. Le responsable du site a indiqué que des travaux avaient été engagés mais il ne disposait pas des justificatifs associés. Demande : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 1 mois le dernier compte-rendu de vérification Q18 afin de confirmer la réalisation de travaux appropriés permettant de supprimer les risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.
Constats : Lors de la dernière visite du 02/07/2021, l'inspection demandait à l'exploitant de nettoyer et déboucher ses réseaux de collecte des eaux pluviales avant fin septembre 2021. Le jour de la visite l'inspection a pu constater que les réseaux de collecte qui étaient bouchés lors de la dernière visite avaient été nettoyés. En revanche, l'inspection a constaté que des sacs remplis de polystyrène étaient stockés sur la partie basse des quais. Ces sacs n'étaient pas convenablement fermés, car ils présentaient un taux de remplissage trop important. De ce fait, une partie du contenu des sacs étaient soumis à l'action du vent et provoquait un envol de matières. Il semblerait cohérent que ces sacs soient fermés correctement afin de limiter l'envol de matières. Demande : Le taux de remplissage d'un sac avec du polystyrène doit permettre une fermeture efficace de ce sac.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois